

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1907.

Proposition de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints
et des agents de police judiciaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

A la séance du 18 novembre 1896, M. Begerem, Ministre de la Justice d'alors, déposa un projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire.

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, disait-il dans l'Exposé des motifs, tend au renforcement de la police judiciaire et répond à une nécessité réelle.

L'expérience ne démontre que trop souvent l'insuffisance des moyens d'investigation mis à la disposition des parquets. Ce n'est pas que les fonctionnaires auxquels nos lois confient l'exercice de la police judiciaire soient trop peu nombreux ou que leur activité au service de la vindicte publique laisse à désirer. La police communale, notamment, apporte, dans l'accomplissement de sa mission judiciaire, un concours précieux à la répression des crimes et délits. Mais le défaut capital qui vicie l'organisation actuelle et la frappe souvent d'impuissance consiste dans son manque d'unité, dans la subdivision de la police communale en autant de centres qu'il existe de communes, et, d'autre part, dans la limitation de son action au seul territoire de la commune. Aussitôt qu'il a franchi cette limite administrative, le commissaire de police est destitué de toute autorité. Pour procéder à des opérations ou à des investigations souvent urgentes, il doit recourir à son collègue compétent, soumettant ainsi l'information à des interventions multiples et aux retards les plus préjudiciables. Il ne peut, de même, suivre la trace des malfaiteurs, qui, grâce à la facilité toujours croissante des communications,

s'éloignent rapidement des lieux du crime et parviennent souvent à s'assurer l'impunité.

Ces entraves apportées à l'action de la police judiciaire, fâcheuses partout, sont spécialement regrettables dans les grandes agglomérations.

Pour remédier à cette situation, le Gouvernement propose l'institution d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant uniquement des parquets et dont la compétence s'étendra à tout le ressort de la Cour d'appel et même au pays entier.

L'État assumera les frais de ce service d'intérêt général.

Il mettra à la disposition des officiers du parquet des fonctionnaires dont l'action rapide, la compétence étendue, l'expérience particulière due à l'exercice continu de la police judiciaire, doivent rendre à la justice répressive d'inappréciables services.

Cette police spéciale, dont les officiers seront investis de pouvoirs identiques à ceux qui appartiennent en matière judiciaire aux commissaires de police communale, sera, en temps normal, établie aux chefs-lieux des arrondissements judiciaires les plus importants.

Un crime grave vient-il à être commis dans un autre arrondissement, le procureur général pourra y détacher une brigade de recherches, qui prêterà à la magistrature et à la police locales le concours de son expérience et de son organisation.

La création de nouveaux fonctionnaires de la police judiciaire, tout en permettant d'éviter de ce chef à certaines villes une augmentation de leurs dépenses, laisse intacte la police communale, maintenue dans toutes ses attributions judiciaires. Elle ne peut avoir pour effet de restreindre l'action des polices locales pour la répression des infractions. Dans bien des cas, cette action suffira amplement pour assurer la punition de l'infraction commise sans qu'il y ait lieu à intervention de la police nouvelle. Il importe toutefois, pour prévenir des conflits éventuels, de déterminer celle des deux polices qui doit avoir la préférence en cas de concours. Il est naturel de donner préférence aux officiers nouveaux, chargés exclusivement de la police judiciaire, dont la compétence est plus étendue et l'action, partant, plus efficace.

Dans la pensée du Gouvernement, la police nouvelle devra entretenir avec la police communale de fréquents rapports destinés à faciliter l'accomplissement de l'œuvre commune.

Il est essentiel que la police commune prête son appui aux nouveaux officiers de police judiciaire et leur fournisse les divers renseignements qu'elle possède ou recueille dans l'accomplissement de sa double mission, administrative et judiciaire. Sans ces renseignements, sans posséder, par exemple, le droit de compulsier les registres de population, ceux de déclarations et d'inscriptions de logeurs, voyageurs et étrangers, sans avoir le moyen de s'éclairer promptement sur les relations, la manière de vivre, la réputation d'un individu, l'exercice d'une bonne police judiciaire est impossible. Or ces renseignements, les polices locales les possèdent et peuvent seules les fournir. La police judiciaire doit avoir le droit de les réclamer.

Soumis aux ordres du parquet pour l'exercice de la police judiciaire, les

commissaires et commissaires adjoints nouveaux pourront aussi être requis par le Ministre de la Justice pour l'exécution des mesures relatives à la police des étrangers. Le projet de loi abandonne au Gouvernement le soin de décider, d'après les circonstances variables de temps et de lieux, de l'installation des officiers et agents de la police nouvelle. Celle-ci pourra être organisée successivement d'après les nécessités du service et le résultat de l'expérience.

V. BEGEREM.

Le projet de loi fut renvoyé aux sections et admis par 51 voix contre 6 et 1 abstention.

La Section centrale, présidée par M. Beernaert, était composée de MM. de Trooz, Fris, Van Cauwenbergh, Raepsaet, Ronse et Ligy.

A l'unanimité de ses membres, la Section centrale se rallia au principe du projet, l'examen des articles donnant lieu seulement à quelques observations, et M. Ligy fut nommé rapporteur.

Dans un excellent rapport, très étudié et très complet, déposé sur le bureau de la Chambre le 23 juin 1892, l'honorable Rapporteur fit valoir l'utilité, voire la nécessité de la réorganisation du service public si important qui a pour mission de rechercher les infractions et d'en découvrir les auteurs.

Le texte du Gouvernement fut légèrement amendé et le projet porté à l'ordre du jour de la Chambre.

Malheureusement, lors de la dissolution de la Chambre en 1900, il est venu à tomber et depuis lors la Chambre n'en a plus été saisie.

Aujourd'hui, que le Parlement aura à s'occuper prochainement de la réorganisation de la police rurale, que des vols à main armée sur la voie publique et dans les maisons habitées, des vols d'église, des crimes graves et odieux se multiplient et, hélas, restent impunis, nous avons cru de notre devoir, Messieurs, de représenter le projet de l'honorable M. Begerem devant vous. Nous espérons que la Chambre lui réservera le même accueil bienveillant qu'en 1896 et nous osons même croire qu'elle sera unanime à le voter le plus tôt possible.

J. MAENHAUT.

Proposition de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire.

ARTICLE PREMIER.

Le Roi pourra établir, dans chaque ressort de Cour d'appel, des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire rétribués par l'État, dont il fixe le nombre selon les besoins du service et qui sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie.

ART. 2.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront nommés et révoqués par le Roi.

Les agents de police judiciaire seront nommés et révoqués par le Ministre de la Justice.

ART. 3.

La résidence des commissaires, des commissaires adjoints et des agents sera fixée par le Ministre de la Justice.

Le procureur général pourra toutefois les détacher provisoirement dans toutes les localités de son ressort où il jugerait leur concours utile au service de la police judiciaire.

ART. 4.

Avant leur entrée en fonctions, les commissaires de police judiciaire prêteront serment entre les mains du procureur général.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

ARTIKEL 1.

De Koning kan, binnen het gebied van elk Hof van beroep, door den Staat bezoldigde commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie benoemen; het getal hunner bepaalt hij naar gelang van de vereischten van den dienst, en zij staan onder het gezag en het toezicht van den procureur-generaal en onder het bestuur van den procureur des Konings van het arrondissement waarin hun verblijf is gevestigd.

ART. 2.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie worden benoemd en afgezet door den Koning.

De agenten van rechterlijke politie worden benoemd en afgezet door den Minister van Justitie.

ART. 3.

De Minister van Justitie bepaalt waar de commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten hun verblijf moeten hebben.

Echter kan de procureur-generaal ze voorloopig afzenden naar al de overige plaatsen van zijn gebied, waar hij hunne medehulp nuttig mocht achten voor den dienst der rechterlijke politie.

ART. 4.

Alvorens in dienst te treden, leggen de commissarissen van rechterlijke politie den eed af in handen van den procureur-generaal.

Les commissaires adjoints et les agents prêteront serment entre les mains du commissaire auquel ils sont subordonnés.

ART. 5.

Les traitements, les menues dépenses, les frais de route et de séjour, le costume et les insignes des commissaires, commissaires adjoints et agents de police judiciaire, les peines disciplinaires seront réglés par arrêté royal.

ART. 6.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront leurs bureaux dans les locaux du palais de justice, lorsqu'ils résident dans les chefs lieux d'arrondissement judiciaire. Dans le cas contraire, ils auront leurs bureaux dans la maison communale.

La fourniture et l'entretien de ces locaux sont à la charge, dans le premier cas, de la province; dans le second cas, de la commune.

ART. 7.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Ils rechercheront les crimes, les délits et les contraventions commis dans l'étendue du territoire soumis à leur surveillance et recevront les dénonciations et les plaintes y relatives.

Ils consigneront dans des procès-verbaux tous les renseignements qui leur parviendront sur les infractions qu'ils auront découvertes ou qui leur seront signalées, et sur les personnes qui en sont présumées coupables.

Aussitôt qu'ils auront connaissance d'un crime flagrant, ils seront tenus d'en informer sur-le-champ le procureur du Roi.

Dans ce cas et dans le cas de réquisition du chef d'un crime ou d'un délit, même

De adjunct-commissarissen en de agenten leggen den eed af in handen van den commissaris wiens ondergeschikten ze zijn.

ART. 5.

De jaarwedden, de geringe uitgaven, de reis- en verblijfkosten, de ambtskleeding en de rangteekenen der commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie, alsmede de tuchtstraffen worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 6.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie hebben hunne kantoren in de gebouwen van het justitiepaleis, wanneer zij verblijven in de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement. In het tegenovergesteld geval hebben zij hunne kantoren in het gemeentehuis.

Deze lokalen moeten, in het eerste geval, door de provincie worden geleverd en onderhouden, en, in het tweede geval, door de gemeente.

ART. 7.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie staan den procureur des Konings ter zijde als hulp-officieren van rechterlijke politie.

Zij doen onderzoek naar de misdaden, wanbedrijven en overtredingen begaan binnen het aan hun toezicht onderworpen grondgebied en ontvangen de aangiften en klachten die daarop betrekking hebben.

Zij tekenen in processen-verbaal al de inlichtingen op die hun toekomen omtrent de door hen ontdekte of hun bekendgemaakte misdrijven, alsmede omtrent de personen die men vermoedt daaraan schuldig te zijn.

Zoodra zij kennis hebben van een misdrijf op heeter daad, zijn ze verplicht daarvan onmiddellijk den procureur des Konings te onderrichten.

In dat geval, alsmede wanneer zij worden opgeëischt ter oorzaak van een misdaad of

non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des personnes présentes et feront les autres actes qui sont, aux dits cas, de la compétence du procureur du Roi.

Toutefois, les commissaires adjoints de police judiciaire ne pourront procéder à la perquisition et à la saisie de papiers, titres et documents, ni être délégués à cette fin par le procureur du Roi.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront concurrence et même préventions à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de police communale, des bourgmestres et des échevins.

ART. 8.

Les commissaires, commissaires adjoints et agents de police judiciaire exerceront leurs fonctions dans tout le ressort de la Cour d'appel.

Ils pourront, en vertu d'un mandat exprès du procureur général sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre Cour d'appel, après avoir fait viser le dit mandat par le procureur général près cette Cour ou, en cas d'urgence, par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils sont appelés à agir. Ce magistrat, dans ce cas, donne immédiatement au procureur général sous les ordres duquel il est placé avis du visa qu'il a donné.

ART. 9.

Les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction ont le droit de requérir l'assistance de tous les autres officiers de police judiciaire et de les déléguer

een wanbedrijf, zelfs niet op heeter daad vastgesteld, doch bedreven binnen een woning, maken zij proces-verbaal op, hooren de getuigenissen van de daarbij aanwezige personen en gaan over tot alle andere verrichtingen die, in bedoelde gevallen, tot de bevoegdheid van den procureur des Konings behooren.

Nochtans mogen de adjunct-commissarissen van rechterlijke politie niet overgaan tot de opzoeking en inbeslagneming van papieren, titels en stukken; zij mogen evenmin daartoe worden gemachtigd door den procureur des Konings.

In de uitoefening van hun ambt, hebben de commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie gelijk gezag met de commissarissen en adjunct-commissarissen der gemeentelijke politie, met de burgemeesters en schepenen en hebben zij zelfs recht van voorrang op hen.

ART. 8.

De commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie oefenen hun ambt uit binnen het gebied van het Hof van beroep.

Krachtens uitdrukkelijke opdracht van den procureur-generaal onder wiens toezicht zij staan, mogen zij hun ambt uitoefenen binnen het gebied van een ander Hof van beroep, na bedoeld mandaat voor gezien te hebben laten ondertekenen door den procureur-generaal bij dit Hof, ofwel, wanneer er spoed bij is, door den procureur des Konings van het arrondissement binnen hetwelk zij handelend moeten optreden. In dit geval onderricht laatstgenoemde magistraat onmiddellijk den procureur-generaal, onder wiens bevelen hij staat, van het door hem gegeven visa.

ART. 9.

De procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie hebben het recht den bijstand in te roepen van al de overige ambtenaren van rechterlijke politie

pour accomplir dans leur arrondissement tous les actes de police judiciaire, sauf les restrictions établies par les lois.

Ce droit de réquisition et de délégation n'existera à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire établis conformément à la présente loi que pour autant que ces officiers résident dans l'arrondissement du magistrat requérant ou y soient détachés par le procureur général conformément à l'article 5, § 2.

Les officiers requis ou délégués devront obtempérer aux réquisitions et délégations et prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 10.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront le droit de requérir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'assistance de la force publique et celle des officiers de police judiciaire autres que les juges de paix et leurs suppléants, les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction.

Les fonctionnaires ou agents requis devront obéir à ces réquisitions et prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 11.

Tous officiers, agents ou employés de la police administrative communale seront tenus de fournir à tous les officiers de police judiciaire, chaque fois que ceux-ci le requièrent, l'accès de leurs bureaux et la communication de tous renseignements ou documents par eux recueillis dans l'exercice de leurs fonctions de police administrative.

en ze af te vaardigen tot vervulling, binnen hun arrondissement, van al de akten van rechterlijke politie, behoudens de beperkingen door de wetten gesteld.

Dit recht van opeischings en opdracht bestaat ten opzichte van de overeenkomstig deze wet ingestelde commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie, enkel voor zooveel deze officieren verblijven binnen het arrondissement van den opeischenden magistraat of er zijn afgezonden door den procureur-generaal overeenkomstig artikel 3, 2^{de} lid.

De opgeëischte of afgevaardigde ambtenaren moeten gehoorzamen aan de vorderingen en opdrachten en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan verstrekken de medehulp van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 10.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie hebben, in de uitoefening van hun ambt, het recht den bijstand op te eischen van de openbare macht en die der ambtenaren van de rechterlijke politie, andere dan de vrederechters en hunne plaatsvervangers, de procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie.

De opgeëischte ambtenaren of agenten moeten aan deze vorderingen gehoorzamen en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan de medehulp leenen van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 11.

Alle ambtenaren, agenten of beampten van de administratieve gemeente-politie zijn verplicht aan al de ambtenaren van de rechterlijke politie, telkens als dezen het vorderen, toegang te verleenen tot hunne kantoren en hun mededeeling te geven van elke inlichting of elk stuk waarop zij de hand hebben gelegd in de uitoefening van hun ambt van administratieve politie.

ART. 12.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront également tenus de satisfaire à toutes les réquisitions qui leur seront adressées par le Ministre de la Justice, en matière de police des étrangers.

ART. 12.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie zijn insgelijks verplicht te voldoen aan elke vordering tot hen gericht door den Minister van Justitie in zake van vreemdelingenpolitie.

J. MAENHAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1907.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ter zitting van 18 November 1896, werd door den heer Begerem, alstoen Minister van Justitie, ingediend een ontwerp van wet tot het instellen van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

Het ontwerp van wet dat de Regeering de eer heeft te onderwerpen aan de beraadslagingen van de Wetgevende Kamers, — zoo werd gezegd in de Memorie van Toelichting, — strekt om de rechterlijke politie te versterken en beantwoordt aan eene wezenlijke noodzakelijkheid.

De ondervinding leert ons maar te dikwijls dat de middelen tot opsporing, waarover de parketten beschikken, ontoereikend zijn. Niet wijl er te weinig ambtenaren zijn, die door onze wetten worden belast met de rechterlijke politie, of wijl hun ijver ten dienste der openbare vervolging te wenschen overlaat. De gemeentelijke politie, namelijk, verleent in de uitoefening van hare rechterlijke taak eene kostbare medehulp voor de beteugeling van misdaden en wanbedrijven. Doch het hoofdgebrek der bestaande inrichting, waardoor zij vaak tot onmacht wordt gedoemd, is haar gebrek aan eenheid, de onderverdeeling der gemeentelijke politie in zooveel centra's als er gemeenten zijn. De beperking harer werking tot het grondgebied der gemeente alleen. Zoodra een politiecommissaris de grens der gemeente overschrijdt, verliest hij alle macht. Om verrichtingen en opsporingen te doen die vaak spoed eischen, moet hij zich wenden tot zijn bevoegden ambtgenoot en aldus het onderzoek afhankelijk maken van het optreden

van ettelijke personen, wat de jammerlijkste vertraging teweegbrengt. Evenzoo is hij niet bij machte het spoor der kwaaddoeners te volgen, en dank zij de steeds gemakkelijker gemaakte verkeersmiddelen, geraken dezen spoedig verre van de plaats der misdaad en onttrekken zich dikwijls aan alle straf.

Deze overal jammerlijke hinderpalen, opgeworpen tegen de werking der rechterlijke politie, zijn vooral te betreuren in groote centrums.

Om dezen toestand te verhelpen, wenscht de Regeering ambtenaren en agenten van rechterlijke politie aan te stellen, die enkel afhangen van de parketten en bevoegdheid zullen hebben in gansch het gebied van het Hof van Beroep, ja in gansch het land.

De Staat zal dezen dienst van algemeen belang bekostigen.

Hij zal de ambtenaren van het parket laten beschikken over ambtenaren wier snel optreden, uitgestrekte bevoegdheid, bijzondere ervaring ten gevolge van de gestadige waarneming van rechterlijke politie, onschatbare diensten moeten bewijzen aan het strafgerecht.

Deze bijzondere politie, welker ambtenaren bekleed zullen zijn met dezelfde macht als die welke de commissarissen der gemeentelijke politie in rechterlijke zaken bezitten, zal in gewone tijden gevestigd zijn in de hoofdplaatsen van de voornaamste rechterlijke arrondissementen.

Mocht ooit eene erge misdaad worden begaan in een ander arrondissement, dan kan de procureur generaal daarheen sturen eene brigade tot opsporing, die de plaatselijke magistraten en de politie de hulp van hare ondervinding en van hare inrichting zal leenen.

Het aanstellen van nieuwe ambtenaren van rechterlijke politie zal sommige steden uit dien hoofde eene vermeerdering van uitgaven uitsparen en tevens de gemeentelijke politie onaangeraakt laten; deze zal gansch hare rechterlijke bevoegdheid behouden. Deze maatregel kan de werking der plaatselijke politie, voor het beteugelen van de overtredingen, niet beperken. In vele gevallen zal deze werking ruimschoots volstaan om de bestraffing van het gepleegde misdrijf te verzekeren, zonder dat de nieuwere politie tusschenbeide moet treden. Om mogelijke geschillen te voorkomen, dient men evenwel te bepalen welke van beide politien den voorrang moet hebben ingeval zij gezamenlijk optreden. Natuurlijk komt deze voorrang toe aan de nieuwere ambtenaren, uitsluitend belast met de rechterlijke politie, welker bevoegdheid meer uitgestrekt en welker werking bijgevolg meer doeltreffend is.

Naar de opvatting der Regeering, moet de nieuwere politie met de gemeentelijke politie menigvuldige betrekkingen onderhouden, ten einde het vervullen van het gezamenlijk werk gemakkelijker te maken.

Het is van het hoogste belang dat de gemeentelijke politie haren steun verleent aan de ambtenaren van de rechterlijke politie en hun de verschillende inlichtingen verschaft die zij bezit of inwint bij de uitoefening van hare tweevoudige, bestuurlijke en rechterlijke zending. Zonder deze inlichtingen, zonder bij voorbeeld het recht te hebben de bevolkingsregisters te raadplegen, alsmede de registers van aangiften en van inschrijving van logeergasten, reizigers en vreemdelingen, zonder het middel te hebben om spoedig onderricht te zijn over de betrekkingen, de levenswijze, de faam eens per-

soons, is de uitoefening van eene goede rechterlijke politie onmogelijk. Welnu, deze inlichtingen bezit de plaatselijke politie en zij alleen kan ze leveren. De rechterlijke politie moet het recht hebben ze te eischen.

Afhangende van de bevelen des parkets voor de uitoefening der rechterlijke politie, kunnen de nieuwere commissarissen en adjunct-commissarissen door den Minister van Justitie worden opgeëischt voor de uitvoering van de maatregelen betreffende de vreemdelingenpolitie. Het wetsontwerp laat aan de Regeering de zorg over om naar de in tijd en plaats verschillende omstandigheden te beslissen over de aanstelling van de officieren en agenten der nieuwere politie. Deze kan achtereenvolgens worden ingericht volgens de noodwendigheden van den dienst en den uitslag van de proefneming.

V. BEGEREM.

Het wetsontwerp werd naar de afdeelingen verwezen en goedgekeurd met 51 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Beernaert, bestond uit de heeren de Trooz, Fris, Van Cauwenbergh, Raepsaet, Ronse en Ligy.

Met eenparige stemmen vereenigde de Middenafdeeling zich met het beginsel van het wetsontwerp. Het onderzoek van de artikelen gaf aanleiding tot enkele opmerkingen en de heer Ligy werd tot verslaggever benoemd.

In een uitnemend, goed bestudeerd en zeer volledig verslag, den 23ⁿ Juni 1897 overgelegd op het bureel der Kamer, deed de achtbare Verslaggever uitschijnen het nut, ja de noodzakelijkheid van de herinrichting van den zoo gewichtigen openbaren dienst, die gelast is de misdrijven op te sporen en de daders te ontdekken.

De tekst der Regeering werd eenigszins gewijzigd en het wetsontwerp kwam aan de dagorde der Kamer.

Ongelukkig kwam het te vervallen bij de ontbinding der Kamers in 1900 en sedert werd het bij de Kamer niet meer aanhangig gemaakt.

Nu de Kamer zich eerlang onledig zal houden met de herinrichting der landelijke politie; nu de diefstallen gewapenderhand op den openbaren weg en in bewoonde huizen, de kerkdiefsten, de erge en afschuwelijke misdaden vermenigvuldigen en helaas! ongestraft blijven, hebben wij het als plicht beschouwd, Mijne Heeren, het wetsontwerp van den achtbaren heer Begerem opnieuw in te dienen. Wij hopen dat de Kamer het zoo welwillend zal onthalen als in 1896. Wij hopen zelfs dat zij het zoo spoedig mogelijk met eenparige stemmen zal goedkeuren.

J. MAENHAUT.

Proposition de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire.

ARTICLE PREMIER.

Le Roi pourra établir, dans chaque ressort de Cour d'appel, des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire rétribués par l'État, dont il fixe le nombre selon les besoins du service et qui sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie.

ART. 2.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront nommés et révoqués par le Roi.

Les agents de police judiciaire seront nommés et révoqués par le Ministre de la Justice.

ART. 3.

La résidence des commissaires, des commissaires adjoints et des agents sera fixée par le Ministre de la Justice.

Le procureur général pourra toutefois les détacher provisoirement dans toutes les localités de son ressort où il jugerait leur concours utile au service de la police judiciaire.

ART. 4.

Avant leur entrée en fonctions, les commissaires de police judiciaire prêteront serment entre les mains du procureur général.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

ARTIKEL 1.

De Koning kan, binnen het gebied van elk Hof van beroep, door den Staat bezoldigde commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie benoemen; het getal hunner bepaalt hij naar gelang van de vereischten van den dienst, en zij staan onder het gezag en het toezicht van den procureur-generaal en onder het bestuur van den procureur des Konings van het arrondissement waarin hun verblijf is gevestigd.

ART. 2.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie worden benoemd en afgezet door den Koning.

De agenten van rechterlijke politie worden benoemd en afgezet door den Minister van Justitie.

ART. 3.

De Minister van Justitie bepaalt waar de commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten hun verblijf moeten hebben.

Echter kan de procureur-generaal ze voorloopig afzenden naar al de overige plaatsen van zijn gebied, waar hij hunne medehulp nuttig mocht achten voor den dienst der rechterlijke politie.

ART. 4.

Alvorens in dienst te treden, leggen de commissarissen van rechterlijke politie den eed af in handen van den procureur-generaal.

Les commissaires adjoints et les agents prêteront serment entre les mains du commissaire auquel ils sont subordonnés.

ART. 5.

Les traitements, les menues dépenses, les frais de route et de séjour, le costume et les insignes des commissaires, commissaires adjoints et agents de police judiciaire, les peines disciplinaires seront réglés par arrêté royal.

ART. 6.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront leurs bureaux dans les locaux du palais de justice, lorsqu'ils résident dans les chefs lieux d'arrondissement judiciaire. Dans le cas contraire, ils auront leurs bureaux dans la maison communale.

La fourniture et l'entretien de ces locaux sont à la charge, dans le premier cas, de la province; dans le second cas, de la commune.

ART. 7.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Ils rechercheront les crimes, les délits et les contraventions commis dans l'étendue du territoire soumis à leur surveillance et recevront les dénonciations et les plaintes y relatives.

Ils consigneront dans des procès-verbaux tous les renseignements qui leur parviendront sur les infractions qu'ils auront découvertes ou qui leur seront signalées, et sur les personnes qui en sont présumées coupables.

Aussitôt qu'ils auront connaissance d'un crime flagrant, ils seront tenus d'en informer sur-le-champ le procureur du Roi.

Dans ce cas et dans le cas de réquisition du chef d'un crime ou d'un délit, même

De adjunct-commissarissen en de agenten leggen den eed af in handen van den commissaris wiens ondergeschikten ze zijn.

ART. 5.

De jaarwedden, de geringe uitgaven, de reis- en verblijfkosten, de ambtskleeding en de rangteekenen der commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie, alsmede de tuchtstraffen worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 6.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie hebben hunne kantoren in de gebouwen van het justitiepaleis, wanneer zij verblijven in de hooftplaats van een rechterlijk arrondissement. In het tegenovergesteld geval hebben zij hunne kantoren in het gemeentehuis.

Deze lokalen moeten, in het eerste geval, door de provincie worden geleverd en onderhouden, en, in het tweede geval, door de gemeente.

ART. 7.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie staan den procureur des Konings ter zijde als hulp-officiëren van rechterlijke politie.

Zij doen onderzoek naar de misdaden, wanbedrijven en overtredingen begaan binnen het aan hun toezicht onderworpen grondgebied en ontvangen de aangiften en klachten die daarop betrekking hebben.

Zij tekenen in processen-verbaal al de inlichtingen op die hun toekomen omtrent de door hen ontdekte of hun bekendgemaakte misdrijven, alsmede omtrent de personen die men vermoedt daaraan schuldig te zijn.

Zoodra zij kennis hebben van een misdrijf op heeter daad, zijn ze verplicht daarvan onmiddellijk den procureur des Konings te onderrichten.

In dat geval, alsmede wanneer zij worden opgeëischt ter oorzaak van een misdaad of

non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des personnes présentes et feront les autres actes qui sont, aux dits cas, de la compétence du procureur du Roi.

Toutefois, les commissaires adjoints de police judiciaire ne pourront procéder à la perquisition et à la saisie de papiers, titres et documents, ni être délégués à cette fin par le procureur du Roi.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront concurrence et même préventions à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de police communale, des bourgmestres et des échevins.

ART. 8.

Les commissaires, commissaires adjoints et agents de police judiciaire exerceront leurs fonctions dans tout le ressort de la Cour d'appel.

Ils pourront, en vertu d'un mandat exprès du procureur général sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre Cour d'appel, après avoir fait viser le dit mandat par le procureur général près cette Cour ou, en cas d'urgence, par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils sont appelés à agir. Ce magistrat, dans ce cas, donne immédiatement au procureur général sous les ordres duquel il est placé avis du visa qu'il a donné.

ART. 9.

Les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction ont le droit de requérir l'assistance de tous les autres officiers de police judiciaire et de les déléguer

een wanbedrijf, zelfs niet op heeter daad vastgesteld, doch bedreven binnen een woning, maken zij proces-verbaal op, hooren de getuigenissen van de daarbij aanwezige personen en gaan over tot alle andere verichtingen die, in bedoelde gevallen, tot de bevoegdheid van den procureur des Konings behooren.

Nochtans mogen de adjunct-commissarissen van rechterlijke politie niet overgaan tot de opzoeking en inbeslagneming van papieren, titels en stukken; zij mogen evenmin daartoe worden gemachtigd door den procureur des Konings.

In de uitoefening van hun ambt, hebben de commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie gelijk gezag met de commissarissen en adjunct-commissarissen der gemeentelijke politie, met de burgemeesters en schepenen en hebben zij zelfs recht van voorrang op hen.

ART. 8.

De commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie oefenen hun ambt uit binnen het gebied van het Hof van beroep.

Krachtens uitdrukkelijke opdracht van den procureur-generaal onder wiens toezicht zij staan, mogen zij hun ambt uitoefenen binnen het gebied van een ander Hof van beroep, na bedoeld mandaat voor gezien te hebben laten ondertekenen door den procureur-generaal bij dit Hof, ofwel, wanneer er spoed bij is, door den procureur des Konings van het arrondissement binnen hetwelk zij handelend moeten optreden. In dit geval onderricht laatstgenoemde magistraat onmiddellijk den procureur-generaal, onder wiens bevelen hij staat, van het door hem gegeven visa.

ART. 9.

De procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie hebben het recht den bijstand in te roepen van al de overige ambtenaren van rechterlijke politie

pour accomplir dans leur arrondissement tous les actes de police judiciaire, sauf les restrictions établies par les lois.

Ce droit de réquisition et de délégation n'existera à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire établis conformément à la présente loi que pour autant que ces officiers résident dans l'arrondissement du magistrat requérant ou y soient détachés par le procureur général conformément à l'article 5, § 2.

Les officiers requis ou délégués devront obtempérer aux réquisitions et délégations et prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 10.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire auront le droit de requérir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'assistance de la force publique et celle des officiers de police judiciaire autres que les juges de paix et leurs suppléants, les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction.

Les fonctionnaires ou agents requis devront obéir à ces réquisitions et prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 11.

Tous officiers, agents ou employés de la police administrative communale seront tenus de fournir à tous les officiers de police judiciaire, chaque fois que ceux-ci le requièrent, l'accès de leurs bureaux et la communication de tous renseignements ou documents par eux recueillis dans l'exercice de leurs fonctions de police administrative.

en ze af te vaardigen tot vervulling, binnen hun arrondissement, van al de akten van rechterlijke politie, behoudens de beperkingen door de wetten gesteld.

Dit recht van opeischings en opdracht bestaat ten opzichte van de overeenkomstig deze wet ingestelde commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie, enkel voor zooveel deze officieren verblijven binnen het arrondissement van den opeischenden magistraat of er zijn afgezonden door den procureur-generaal overeenkomstig artikel 5, 2^{de} lid.

De opgeëischte of afgevaardigde ambtenaren moeten gehoorzamen aan de vorderingen en opdrachten en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan verstrekken de medehulp van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 10.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie hebben, in de uitoefening van hun ambt, het recht den bijstand op te eischen van de openbare macht en die der ambtenaren van de rechterlijke politie, andere dan de vrederechters en hunne plaatsvervangers, de procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie.

De opgeëischte ambtenaren of agenten moeten aan deze vorderingen gehoorzamen en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan de medehulp leenen van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 11.

Alle ambtenaren, agenten of beambten van de administratieve gemeente-politie zijn verplicht aan al de ambtenaren van de rechterlijke politie, telkens als dezen het vorderen, toegang te verleenen tot hunne kantoren en hun mededeeling te geven van elke inlichting of elk stuk waarop zij de hand hebben gelegd in de uitoefening van hun ambt van administratieve politie.

ART. 12.

Les commissaires et commissaires adjoints de police judiciaire seront également tenus de satisfaire à toutes les réquisitions qui leur seront adressées par le Ministre de la Justice, en matière de police des étrangers.

ART. 12.

De commissarissen en adjunct-commissarissen van rechterlijke politie zijn insgelijks verplicht te voldoen aan elke vordering tot hen gericht door den Minister van Justitie in zake van vreemdelingenpolitie.

J. MAENHAUT.
